

Aux racines de la crise mondiale actuelle : la hausse du taux d'exploitation du salariat

Comment prendre la mesure d'une crise, précisément celle déclenchée par l'affaire des crédits états-uniens dits *subprimes* ?

Faut-il s'attacher à en raconter le déroulé depuis le moment où elle est apparue, un jour de l'été 2007 ? Faut-il s'en tenir à la description des mécanismes financiers qui se sont progressivement grippés au fur et à mesure qu'une bulle immobilière enflait aux Etats-Unis depuis le début de la décennie 2000 ? Les conditions dans lesquelles cette bulle s'était formée ont-elles à voir avec la sortie de la crise précédente qui avait marqué, à la fin de la décennie 1990, l'éclatement de la « nouvelle économie » liée aux nouvelles techniques d'information et de communication ? La répétition depuis 1987, qui vit un krach boursier mémorable se produire, de crises au Mexique (1995), en Asie du sud-est (1997), en Russie (1998), en Argentine (2001), est-elle le fruit du hasard ou renvoie-t-elle à une raison commune ?

Plus on accumule les questions, plus il apparaît nécessaire de replacer la crise actuelle dans le cadre des transformations du capitalisme contemporain, qui s'inscrivent dans le long terme et qui affectent toutes les sociétés du monde. Les principales de ces transformations concernent la globalisation du capital, l'interconnexion de la finance et de la production, et l'élargissement de la sphère du capital à toutes les activités humaines.

☐ La crise financière :

L'enchaînement des faits est connu. Au cours du printemps et de l'été 2007, le marché de l'immobilier aux États-Unis s'est retourné. Un secteur porté par l'abondance de crédit depuis le début de la décennie (*nous en analyserons plus loin les raisons*) arrive à un tel état de surproduction que les prix finissent par cesser de monter et amorcent une chute. Dans cette nouvelle conjoncture, les ménages américains modestes qui avaient emprunté voient la valeur de leurs actifs immobiliers s'éroder et sont de plus en plus en peine d'honorer leurs engagements vis-à-vis de leurs banques créancières.

Celles-ci, entraînées par la vague de financiarisation propre au néolibéralisme dont elles étaient l'un des moteurs depuis le début des années 80 , avaient transformé les hypothèques prises sur les logements et immeubles, dont elles avaient financé l'achat, en titres financiers, par la procédure dite de « **titrisation** ».

☞ Subprimes :

Crédits consentis aux USA à une clientèle peu ou pas solvable: 1 300 Md \$ en juillet 2007.

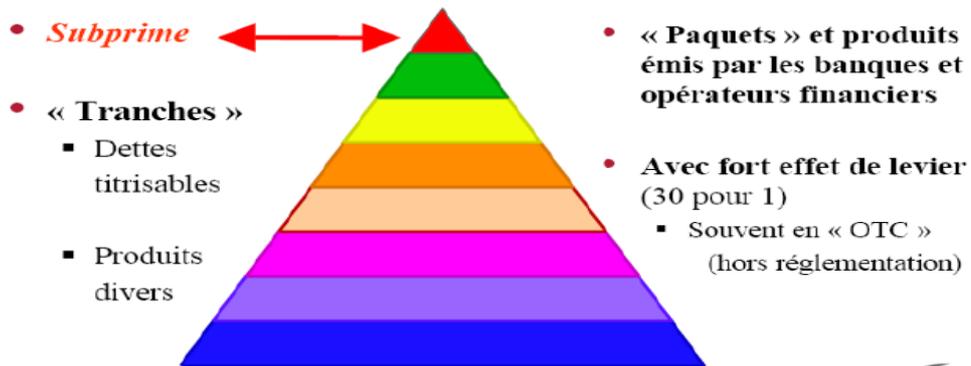
Sans apports ni garanties
Emprunts gagés sur le bien acheté (hypothèque)
Avec rechargement du crédit sur la valeur du bien,
des échéanciers longs et un début sans intérêts.
Des taux délibérément bas mais variables

☞ La titrisation : instrument de l'explosion financière :

La logique de la titrisation est de transformer une créance bancaire en un titre pouvant faire l'objet de transactions.

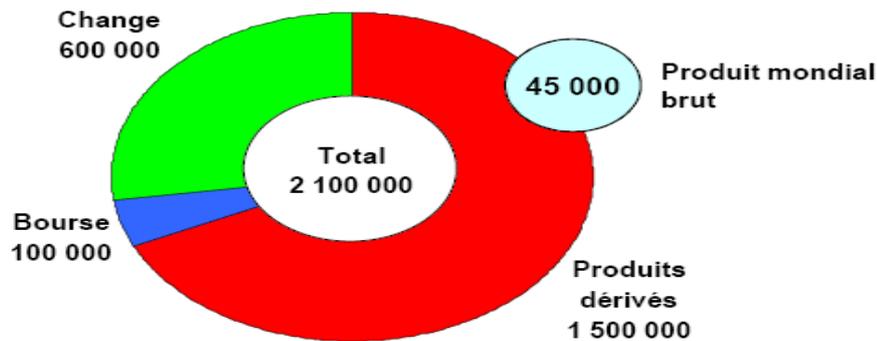
Par exemple, une banque accorde des prêts immobiliers. Au lieu de conserver ce crédit à son bilan, elle le vend à un organisme financier (dont le siège social se situe le plus souvent dans un paradis fiscal) qui en contrepartie émet des titres qui seront revendus à des investisseurs (banques, assureurs, fonds de pension ...) qui eux-mêmes pourront répéter cette opération avec les titres dont ils se sont portés acquéreurs. La titrisation s'apparente ainsi à la création de mille feuilles financiers dont le subprime n'est que la pointe de l'iceberg.

Subprime : seulement la pointe de l'iceberg



À l'apogée des marchés financiers (2006) près de 50 fois le PIB mondial en transactions

Transactions interbancaires 2006 (en Md \$)

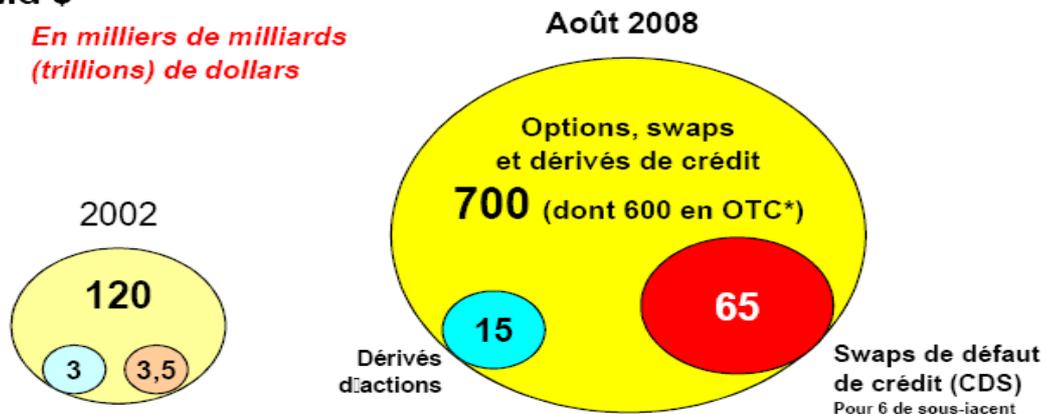


Source : Banque mondiale, FMI, BRI

Produits financiers dérivés : une grosse bulle !

- Encours des produits financiers dérivés : plus de 700 000 Md \$

En milliers de milliards (trillions) de dollars



Vendus, ces titres s'étaient dispersés dans les portefeuilles des innombrables institutions financières et fonds de placement qui agissent quotidiennement sur les marchés. Dissémination des titres hypothécaires et effondrement de leur valeur financière ont brutalement placé, pendant l'été 2007 et le courant de l'année 2008 le secteur bancaire et financier dans la plus grande difficulté.

Magie de la Finance

Les dettes deviennent des titres négociables comme d'autres (titrisation)

Dettes découpées en tranches par catégorie, par type de risque, par maturité, etc.

Produits financiers de plus en plus complexes « compactant » des types de crédit (*subprime*, crédits conso, prêts divers, obligations, etc.)

Risques de plus en plus disséminés et difficilement traçables sur des marchés non régulés

Presque tous les produits financiers sont contaminés : la finance mondiale a la fièvre !

En effet, la hausse des taux d'intérêt aux USA et la baisse des prix de l'immobilier conduisent à la défaillance du *subprime* qui à son tour entraîne la méfiance sur les produits qui en renferment... et sur d'autres (dont la composition est opaque)

Par effet de domino, les banques ne veulent plus prêter à d'autres banques, c'est la crise de liquidités interbancaires.

Les investisseurs se retirent, forçant au dénouement précipité des opérations, les prix des transactions chutent provoquant la dépréciation des actifs et l'amputation des fonds propres des institutions financières.

Les besoins de capitaux bancaires explosent et les ETATS interviennent massivement pour renflouer les banques. Les pertes du secteur bancaire international selon le Fonds Monétaire International se chiffrent alors à plus de 900 milliards de dollars et on table sur la détention d'actifs douteux par les banques à plus de 3500 milliards de dollars.

Les plans de soutien aux banques engagés par les Etats sur fonds publics et sans aucune contrepartie se chiffrent à ce jour à 3 143 milliards d'euros. 360 milliards pour la France, soit 2,1 % du PIB.

Plans de soutien des banques

		Aides au refinancement (garantie et ligne de crédit)	Recapitalisation	Défaisance d'actifs	Coût sur la dette publique	En pb de PIB
Etats-Unis	Mrd USD	1 450	*	1 trillion****	700	4,7
Royaume-Uni	Mrd GBP	250	37	0	37	2,5
Allemagne	Mrd EUR	400	80		100	4,5
France	Mrd EUR	320**	40	0	40	2,1
Italie	Mrd EUR	0	12	0	12	1,0
Espagne	Mrd EUR	200***	0	30-50	50	4,0
Pays-Bas	Mrd EUR	200	20	0	20	3,5
Suède	Mrd EUR	151	4,8		4,8	
Irlande	Mrd EUR	485	10		10	
Suisse****	Mrd USD	0	0	60	6	1,4
Total	(Mrd EUR)	3 143	128	134	780	

* Etats-Unis : recapitalisation : 350 Mds de \$ puis suite au changement d'orientation du TARP, les 350 Md\$ restants seront alloués pour augmenter le montant destiné à la recapitalisation, soutenir la titrisation et limiter les foreclosures.

** Dont 55 milliards de garanties pour Dexia.

*** 100 Mds € en 2008 et 100 Mds € en 2009.

**** Pour le moment uniquement un swap avec la Fed. Ultérieurement financement par le marché obligataire.

Source : Natixis.

La crise bancaire entamée en 2007 dans l'économie dominante Américaine ,et qui a atteint son paroxysme en fin d'année 2008 (encore que rien n'est encore définitif sur ce point), s'est ensuite propagée à l'ensemble de l'économie et à l'échelle de la planète selon un schéma facilité par l'interconnexion des marchés financiers mondiaux.

Ce bref énoncé du déroulé de la crise financière a pour principal inconvénient de placer le débat sur celui de la dérive d'un capitalisme vertueux, celui des entrepreneurs, qui se serait fourvoyé dans l'illusion financière.

C'est la thématique qui ne cesse d'être développée par les Sarkozy, Parisot, Strauss Khan et consorts qui en appellent à la moralisation du capitalisme et de ses dirigeants.

Pourtant, l'analyse de la base économique de la financiarisation et un nécessaire rappel historique nous montrent à quel point c'est bien à une crise systémique à laquelle nous sommes confrontés.

❑ La financiarisation de l'économie n'est pas une dérive du capital mais le point d'aboutissement de sa logique :

➤Bref retour sur les « trente glorieuses » :

Durant la période d'après guerre et jusqu'au milieu des années 70, durant ce que l'on a communément appelé les trente glorieuses, le régime de croissance des pays développés est notamment marqué par :

- ☞ un rapport de forces favorable aux salariés (mouvements ouvriers – syndicats et partis politiques – nationaux influents)
- ☞ un faible pouvoir des actionnaires dans la direction des entreprises
- ☞ une puissance publique forte dans l'économie y compris la finance (banques publiques)
- ☞ un développement quasi continu de la sécurisation sociale des salariés qui s'accompagne d'une réduction des inégalités.
- ☞ l'absence des marchés financiers dans le financement des entreprises (la capitalisation boursière stagne pendant près de 30 ans)
- ☞ le caractère très marginal des fonds de pension ou des fonds spéculatifs ainsi que des délocalisations
- ☞ l'absence de crises monétaires ou boursières, les marchés financiers sont strictement réglementés par les Etats dans toutes les économies développées.

Ce bref panorama ne doit cependant pas tourner à l'apologétique, cette période est également marquée par la dureté des conditions de travail tayloriennes et la déqualification qui en découle (travail à la chaîne , OS), la pauvreté des personnes âgées, la permanence de forts déséquilibres NORD / Sud, une croissance qui ignore l'environnement...

Il n'en reste pas moins vrai qu'en raison du rapport de forces de l'époque, le partage de la valeur ajoutée (richesse produite , excédent brut d'exploitation dégagé par les entreprises) devient favorable aux salariés et permet une meilleure rémunération/valorisation du travail. Dans le même temps, on assiste à la baisse des effets entraînants de certaines industries et à une baisse de la profitabilité du capital.

Au début des années 80 , la part des revenus du travail dans la valeur ajoutée en France atteint 74,2 %. Cette tendance se retrouve dans la quasi-totalité des pays dits développés.

❑ A partir du milieu des années 80 : de la révolution conservatrice au capitalisme financier triomphant.

Venue des USA de Reagan et du Royaume Uni de Margaret Thatcher, sans oublier certains idéologues ou dirigeants de la social démocratie européenne (« **les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain** » Helmut Schmidt) , c'est une véritable révolution conservatrice qui va s'abattre sur le monde du travail.

La déréglementation va en effet devenir le maître mot des politiques publiques, déréglementation financière certes mais également des législations du travail afin d'assurer le rétablissement du taux de profit..

La période est ainsi marquée par la montée du pouvoir des actionnaires et de leurs fonds de placement, de pension, spéculatifs, au sein des entreprises et du pouvoir politique.

Les Etats , d'abord aux USA et au Royaume Uni, organisent le dépérissement de leurs pouvoirs économiques et financiers en privatisant et dérégulant sous pression des firmes multinationales et du capital financier. Cette tendance se généralise à toutes les économies développées quelque soit la couleur politique des gouvernements en place (les premiers jalons de la déréglementation financière sont posées en France par Pierre Bérégovoy , le gouvernement Jospin privatise massivement)

En Europe, les institutions de l'Union (et bien que la tendance libérale soit présente dès le traité de Rome) se font les meilleurs avocats de la dérégulation, allant jusqu'à interdire dans le traité de Lisbonne (ex- constitution européenne rejetée par les peuples Français et Néerlandais) toute réglementation sur la circulation des capitaux par les pays membres de l'Union.

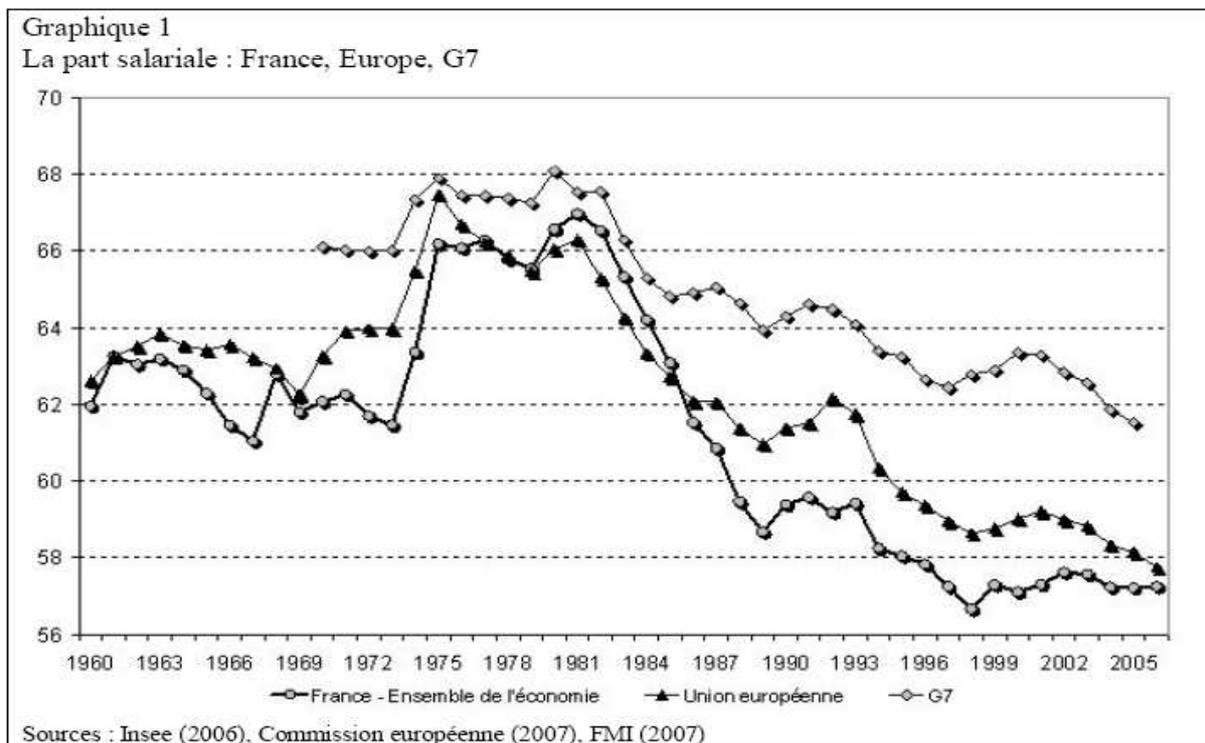
Les innovations financières et technologiques (développement des nouvelles techniques de l'information et de la communication) permettent aux transnationales de mettre les territoires du monde en concurrence et bien entendu les salariés (délocalisations y compris aussi pour détourner des réglementations environnementales trop restrictives).

☐ Au cœur de la crise, la régression sociale et l'exacerbation de l'exploitation des salariés :

Alors que durant la période d'après guerre la consommation des salariés avait constituée le principal moteur de la croissance économique, dans un monde déréglementé, la pression à la baisse des salaires et la remise en cause des systèmes de protection sociale (qui échappent à la logique marchande) vont devenir l'alpha et l'oméga de toutes les politiques afin de rétablir et d'assurer la croissance du taux de profit.

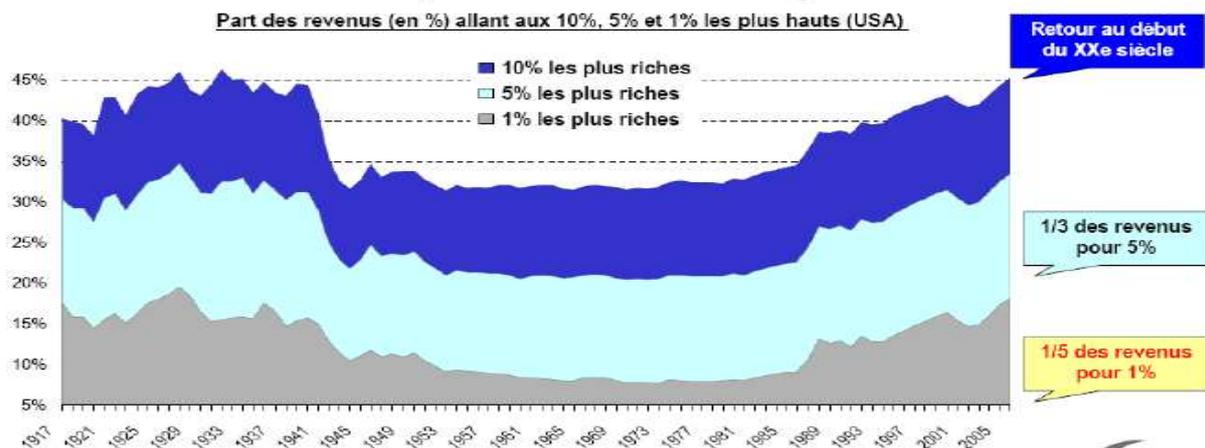
Ces politiques vont se traduire par la très forte baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée dans les pays dits développés.

En France, la part des salaires dans la valeur ajoutée va perdre 8 points entre 1982 et 1989 pour ne pas se relever depuis, ce qui constitue un transfert de richesse vers le capital de l'ordre de 160/170 milliards d'euros par an..



Parallèlement, des politiques fiscales, particulièrement avantageuses pour les plus riches vont être engagées. Ces politiques se traduisent ainsi par une explosion des inégalités, la répartition des revenus retrouve ainsi aux USA en 2006 ses caractéristiques du début du siècle :

**Répartition de plus en plus inégalitaire :
45% des revenus pour les 10% les plus riches**



La France n'est pas en reste, ainsi entre 1998 et 2006 :

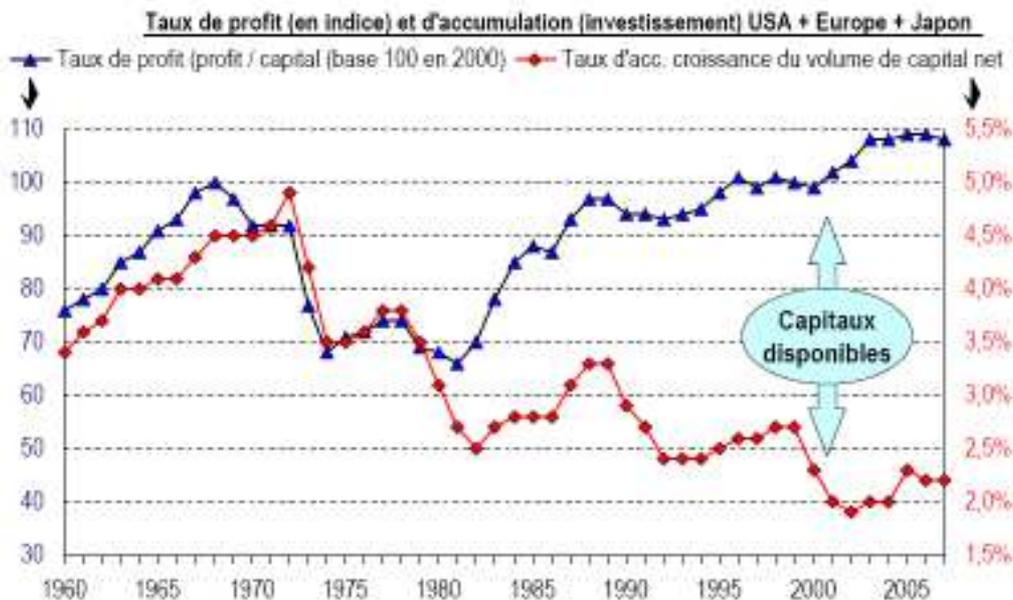
- ▶ les 0,01% des salariés les mieux payés (**salaire mensuel moyen de 83 410 €**) voient leur revenu augmenter de **68,9%**.
- ▶ les 0,1% des salariés les mieux payés (**28 661 € de salaire mensuel moyen**) ont voient leur revenu augmenter de **35,8%**.
- ▶ les 1% les mieux payés (**10 844 € de salaire mensuel moyen**) voient leur revenu augmenter de **18,3%**.
- ▶ les 5% les mieux payés (**5 831 € de salaire mensuel moyen**) voient leur revenu augmenter de **10,6%**.
- ▶ les 10% les mieux payés (**4 477 € de salaire mensuel moyen**) voient leur revenu augmenter de **8,2%**.
- ▶ les 90% les moins bien payés (**1 254 € de salaire mensuel moyen**) voient leur revenu augmenter de **0,9%**.

Source : observatoire des inégalités.

Ces politiques conduisent aux résultats attendus puisque l'on assiste à un redressement du taux de profit.

Mais ce redressement ne s'accompagne pas d'un accroissement parallèle de l'investissement productif (alors que le haut niveau d'investissement avait constitué l'une des caractéristiques des 30 années de croissance d'après guerre).

Profits en croissance mais non réinvestis

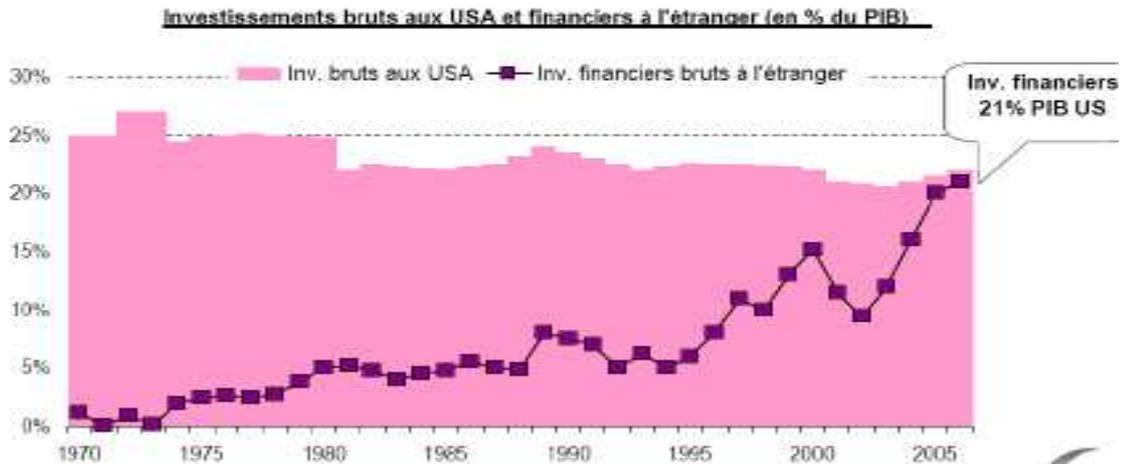


On peut résumer la situation ainsi :

- Les profits accumulés sur la période (dont ceux des banques) cherchent un rendement maximal.
- La déréglementation financière fournit le canal, internet et l'informatique l'outil « pour faire de l'argent avec de l'argent »
- Les objectifs de rentabilité à court terme s'alignent sur ceux de la finance (rentabilité ciblée à 15% minimum par exemple)
- Cette concurrence raréfie les cibles d'investissements productifs jugées rentables

➤ Ce qui dégage en retour des capitaux libres en quête d'hyper rentabilité dans la finance

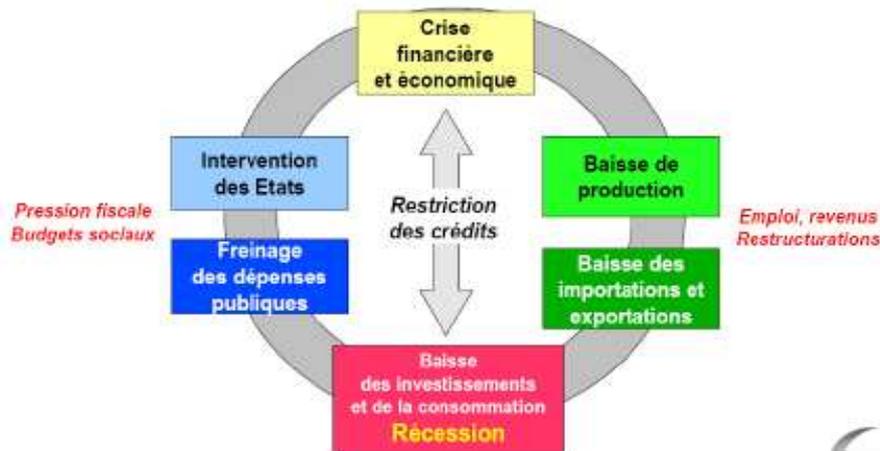
Si les investissements matériels freinent, les investissements financiers s'envolent



Dans le même temps, le maintien ou l'accroissement du niveau de consommation des salariés aux USA, en Grande Bretagne, en Irlande, en Espagne....se fait au prix d'un endettement exceptionnel des ménages (ces fameux crédits hypothécaires que Nicolas Sarkozy en pur libéral qui se respecte voulait importer en France).

Le taux d'endettement des ménages américains (avec un taux d'épargne proche de 0) , anglais, irlandais, espagnols...va dépasser 120 % de leur revenu disponible . Le recours au crédit facilité par la politique des banques centrales et l'accroissement continu de la valeur des biens immobiliers pendant une douzaine d'années vont constituer une bulle immobilière qui éclatera en 2007 lorsque les taux d'intérêt pratiqués par les Banques centrales repartiront à la hausse et que les défaillances de remboursement mettront le feu au sein du système financier international.

Ainsi, lorsque la crise des subprimes éclate, tout est en place pour une contagion à l'ensemble du système financier international et à l'économie réelle.



La récession s'installe, les entreprises sont confrontées aux restrictions de crédit à court et long terme mais aussi à des baisses de commandes dans des proportions différentes selon les secteurs.

Le bâtiment et l'automobile (secteurs fortement dépendants du crédit) sont les premiers frappés mais le phénomène s'étend rapidement aux autres secteurs.

Les effets sur l'emploi sont d'autant plus importants (200 000 chômeurs supplémentaires sur les 4 derniers mois en France, 180 000 chômeurs supplémentaires par mois en moyenne sur les 6 derniers mois en Espagne, destruction de 600 000 emplois par mois en moyenne sur les 4 derniers mois aux USA, 60 000 chômeurs supplémentaires par mois en moyenne en Allemagne). que les politiques de déréglementation en cours depuis plus de 20 ans permettent à présent aux entreprises de faire jouer pleinement le rôle de variable d'ajustement aux salariés.

La banque Natixis dans une publication récente du 27 janvier 2009 apportait sur le sujet un commentaire particulièrement éloquent :

Il est maintenant clair que l'activité économique recule fortement (nous regardons les situations des **Etats-Unis et de la zone euro**) à partir de la fin de 2008 et que, **en moyenne annuelle, la croissance de 2009 va être nettement négative. Normalement, si on regarde les corrélations du passé, ceci devrait entraîner une forte hausse des défauts d'entreprises et une forte baisse de leurs résultats.**

Mais la situation peut être aujourd'hui différente, avec **une réaction extrêmement forte des entreprises sur l'emploi pour maintenir leur rentabilité. Ce sont les salaires et l'emploi, et non les profits qui subiraient donc l'essentiel du choc d'activité, d'où :**

- **une hausse plus forte que dans le passé du chômage ;**
- **une dégradation plus faible que dans le passé de la situation financière des entreprises ;**

Flash Natixis n°23 de janvier 2009.

L'économiste en chef de Natixis en conclut naturellement que pour sortir de la crise il faut que les salariés acceptent une nouvelle compression des coûts salariaux.

On l'aura compris, ceux qui pendant deux décennies ont défendu un système qui nous a conduit à la crise économique et sociale la plus importante depuis 1929 n'ont pas désarmé pour autant et continuent de vanter les mérites d'un système dérégulé alors que les racines de la crise sont à rechercher dans la régression sociale, l'austérité salariale et la mise en concurrence des salariés au niveau de la planète ayant conduit à une hausse sur 20 ans du taux d'exploitation du salariat .

❑ Les plans de relance du gouvernement ne remettent pas en cause les logiques qui ont conduit au désastre :

Le plan de sauvetage des banques déjà évoqué plus haut est critiquable à plus d'un titre puisqu'il s'inscrit dans une logique de recours aux marchés financiers (l'Etat Français emprunte sur les marchés financiers avant de prêter à nouveau aux banques) ne prévoit aucune contrepartie et ne donne aucune place aux salariés.

Le plan de relance de 26 milliards ne comporte que 5 milliards d'investissements nouveaux, l'essentiel des mesures reposant sur une aide à la reconstitution de la trésorerie des entreprises par l' accélération du remboursement des créances de l'Etat (remboursement de crédits de TVA et de crédit impôt recherche) pour un montant de 11 milliards d'euros et ne comporte aucune mesure de stimulation de la demande (rien sur les salaires et sur le SMIC notamment).

Le sommet social du 18 février a accouché d'une souris pour l'ensemble des salariés, les mesurettees annoncées (à hauteur de 2,6 milliards) sont à mettre en parallèle avec l'ensemble des dispositions existantes ou à venir au bénéfice des entreprises et des plus fortunés (paquet fiscal : 14,7 milliards annuels, 32 milliards d'exonération de cotisations sociales patronales, 6,5 milliards pour Renault et PSA, 44 milliards de soutien aux banques et 320 milliards de garantie, suppression à venir de la taxe professionnelle soit un nouveau cadeau aux entreprises de 28 milliards)

❑ POUR SORTIR DE CETTE CRISE IL FAUT CONJUGUER DES MESURES IMMEDIATES ET STRUCTURELLES (voir les propositions de la CGT) EN MOBILISANT IMMEDIATEMENT ET AUTREMENT DES MOYENS QUI EXISTENT :

① **Il est en effet possible de dégager progressivement 120 milliards d'euros en mettant fin aux gâchis dans le budget de l'Etat :**

- ☞ 70 milliards de niches fiscales,
- ☞ 33 milliards : exonérations,
- ☞ 15 milliards : paquet fiscal.

② **Utiliser autrement les moyens financiers des entreprises :**

- ☞ en divisant par deux les dividendes versés, on pourrait dégager plus de 100 milliards d'euros,
- ☞ une fiscalité qui responsabilise les entreprises initiatrices à l'investissement social.

③ **Mobiliser autrement le système bancaire. Deux pistes :**

☞ moduler les taux d'intérêt en fonction de l'usage qui sera fait des crédits. Ainsi, ceux destinés à l'emploi et à l'investissement productif seraient assortis de taux plus bas. Inversement, ceux qui privilégieraient la finance, seraient plus chers.

☞ un pôle financier public : pour mettre en réseau des institutions comme la Banque de France, la Caisse des Dépôts et Consignations, la Banque Postale, l'OSEO, ... pour privilégier l'investissement productif, notamment dans les PME.

④ Financer des projets concrets de créations / sauvegarde d'emploi et d'investissement productif.